



Revue européenne des migrations internationales

vol. 28 - n°1 | 2012

Migrations, transnationalisme et diaspora : théorie et études de cas

Transnationalisme villageois et développement : Kabyles algériens, Chleuhs marocains en France et Panjabis indiens en Grande-Bretagne

Hometown Transnationalism and Development: Algerian Kabyles and Moroccan Chleuhs in France, Indian Punjabis in the United Kingdom

Transnacionalismo de migrantes de origen rural y desarrollo: Cabilios argelinos, Chleuhs marroquíes en Francia y Panjabis indios en Gran Bretaña

Thomas Lacroix



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remi/5777>

DOI : 10.4000/remi.5777

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2012

Pagination : 71-84

ISBN : 979-10-90426-03-0

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Thomas Lacroix, « Transnationalisme villageois et développement : Kabyles algériens, Chleuhs marocains en France et Panjabis indiens en Grande-Bretagne », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 28 - n°1 | 2012, mis en ligne le 01 mars 2015, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/remi/5777> ; DOI : 10.4000/remi.5777

Transnationalisme villageois et développement : Kabyles algériens, Chleuhs marocains en France et Panjabis indiens en Grande-Bretagne

.....

Thomas LACROIX¹

Les organisations villageoises de migrants (« *hometown organisations* ») et leur rôle dans le développement de leur région d'origine sont une illustration courante du transnationalisme migratoire. Une importante littérature a détaillé les activités des « transmigrants » en matière de développement². Mais ces travaux tendent à se centrer sur la « variable dépendante », à savoir les groupes les plus actifs dans ce domaine : les Mexicains aux États-Unis, les Africains de la Vallée du Fleuve Sénégal en France, etc. Or, tous les groupes immigrés ne se structurent pas autour d'organisations villageoises et, parmi ceux qui le font, tous ne montrent pas la même propension à monter des projets de développement.

Dans cet article, nous nous efforcerons de décrire et d'expliquer les disparités dans les engagements transnationaux des migrants. Nous nous appuierons sur une comparaison entre trois groupes immigrés : deux groupes berbères en France (les Chleuhs marocains et les Kabyles algériens) et les Panjabis indiens établis en Grande-Bretagne³.

Si les organisations chleuhs et panjabies ont été très actives dans le développement de leur pays d'origine, c'est loin d'être le cas des Kabyles. Une enquête conduite

1 Chercheur CNRS, MIGRINTER, Université de Poitiers, CNRS-UMR 7301, MSHS, Bâtiment A5, 5 rue Théodore Lefebvre 86000 Poitiers ; thomas.lacroix@univ-poitiers.fr

2 En ce qui concerne les associations villageoises latino-américaines aux États-Unis, une revue de la littérature est proposée par Luyn Goldring (2002). En France, les principales études conduites sur les migrants de la vallée du Fleuve Sénégal ont été réalisées par Christophe Daum (1998), Catherine Quiminal (1991) et Patrick Gonin (1997).

3 Cette recherche est le fruit d'un travail doctoral et postdoctoral. Elle a été soutenue par une bourse Marie Curie à l'Université de Warwick (CRER). Elle a consisté en une série d'interviews de migrants, autorités publiques et leaders associatifs et l'observation des activités transnationales en matière de développement en France, Grande-Bretagne, Maroc et Inde.

sur 477 villages du Panjab révèle qu'environ 4,5 milliards de dollars ont été dépensés par les migrants pour la mise en œuvre de projets d'infrastructure. Les principaux types de projets soutenus sont les lieux de cultes, les écoles et les hôpitaux (Chana, 2009). De même, les associations villageoises des Chleuhs marocains en France ont été particulièrement dynamiques. Il est difficile de rendre compte du volume de transferts en l'absence d'enquête similaire. Toutefois, un dépouillement du Journal Officiel montre que, depuis 1996, 181 associations liées à un village marocain déclarent être actives dans les domaines de l'humanitaire, du caritatif ou du développement. Les projets financés sont essentiellement des projets d'infrastructure (électrification, eau potable, assainissement, construction de centres de santé, etc.), viennent ensuite les projets à caractère social (alphabétisation, construction d'établissement scolaire, salle communale, sport, etc.) ; les moins nombreux ont été les projets créateurs d'activité économique (création d'une coopérative d'huile d'argan, ateliers de tissage, etc.). Enfin, l'exemple kabyle se distingue des cas précédents par le bilan relativement faible des réalisations en matière de développement. Les organisations villageoises sont toujours très actives dans la région parisienne et le sud de la France, mais elles fonctionnent avant tout comme des réseaux de solidarité locale et leur action en matière de développement demeure limitée. Seule une poignée d'organisations opèrent en Algérie (soixante-et-une déclarées au Journal Officiel depuis 1996, soit trois fois moins que leurs homologues marocaines). Le FORIM⁴, plateforme d'associations de migrants, n'inclut que quatre associations algériennes (contre vingt-huit marocaines).

Cette différence nous amène à nous interroger sur les ressorts du transnationalisme. Dans la littérature consacrée à ce sujet, un nombre croissant de travaux étudient les déterminants du transnationalisme à travers l'intégration des acteurs transnationaux. Selon Alejandro Portes (2002), les entrepreneurs transnationaux latino-américains aux États-Unis sont des acteurs qui jouissent d'un bon niveau d'étude et d'une parfaite maîtrise de l'anglais. Un travail similaire sur les leaders associatifs mène à des conclusions identiques (Portes, Escobar *et al.*, 2009). Valentina Mazzucato, dans son analyse des communautés transnationales ghanéennes aux Pays-Bas, montre que l'engagement transfrontalier ne devient possible qu'une fois un certain niveau de stabilité financière et légale atteint (Mazzucato, 2008). On pourrait citer d'autres études convergeant vers ce même type de résultat (Snel, Engbersen *et al.*, 2006 ; Portes, Escobar *et al.*, 2009 ; Schans, 2009 ; King et Mai, 2009). Il ressort de ces travaux que le transnationalisme est un processus qui évolue avec les parcours d'intégration. En ce sens, le transnationalisme n'est pas un mode alternatif d'intégration et encore moins une alternative à l'intégration. Certains auteurs vont jusqu'à défendre l'idée que le maintien de liens transnationaux n'est pas incompatible avec une assimilation dans la société d'accueil (Levitt et Glick Schiller, 2004). Les activités transfrontalières régulières, qu'elles soient commerçantes, politiques ou associatives induisent la mobilisation d'un certain niveau de ressources qui sont généralement réunies au terme d'un parcours d'intégration dans la société d'accueil.

Ces travaux invitent à chercher du côté de l'intégration les raisons qui expliquent ces différences d'engagement observées parmi les Nord-africains et les Panjabis. Les recherches mentionnées ci-dessus reposent sur une définition standard de l'intégration. Elles considèrent cette notion comme un processus résultant d'une interaction avec les

4 Forum des Organisations de Solidarité Internationales de Migrants.

différents champs de la société. Les auteurs distinguent l'intégration sociale des acteurs (leur connaissance de la langue, leurs relations interpersonnelles, la participation associative apolitique, etc.), l'intégration politique (leur connaissance et leur implication dans la vie et les organisations politiques du pays d'accueil) et leur intégration économique (type d'emploi, catégorie socioprofessionnelle, etc.). Ces différents niveaux d'intégration sont considérés comme autant de voies d'accès à des ressources sociales, techniques ou financières qui peuvent être mobilisées à l'échelle transnationale.

Contrairement aux travaux existants qui prennent l'individu comme unité d'analyse principale, nous mettrons en évidence le rôle des organisations villageoises dans cette équation qui associe transnationalisme, intégration et projets de développement. La thèse défendue ici est que les pratiques développementalistes participent d'une réactivation de l'identité villageoise des émigrés. Toutefois, cette entreprise est tributaire de l'insertion économique et associative de ces acteurs, inscription dont dépend l'accès aux ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces projets de développement.

La démonstration de cette thèse se déroulera en quatre étapes. Après avoir présenté la structuration et le rôle de ces organisations villageoises de migrants, nous nous intéresserons à la façon dont le développement est devenu un support permettant aux acteurs de réinventer leur identité de villageois. Nous examinerons ensuite la façon dont les structures des organisations villageoises ont évolué avec la transformation des socialités migrantes. Enfin, la dernière partie de cet article portera sur la capacité des migrants à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de projets. À la lumière de cette analyse, nous ouvrirons, en conclusion, quelques pistes de réflexions théoriques sur la nécessité d'une redéfinition conjointe des concepts de transnationalisme et d'intégration.

LES ORGANISATIONS VILLAGEOISES DE MIGRANTS : FORMES ET FONCTIONS

Les migrations berbères et panjabis vers la France et la Grande-Bretagne sont le produit de l'histoire coloniale. Elles ont d'abord été le fait de travailleurs ruraux formant des filières sur une base familiale et villageoise. L'essentiel des migrants proviennent de régions très localisées : les districts centraux du Doab au Panjab ; la Vallée du Souss et la partie occidentale de l'Anti-Atlas au Maroc ; la Grande Kabylie (Tizi-Ouzou) et la Petite Kabylie (Bougie) en Algérie. Ce modèle des chaînes migratoires a favorisé la reconstitution dans les zones d'accueil de communautés villageoises immigrées.

Les associations villageoises de migrants kabyles, chleuhs et panjabis en Europe

Les Kabyles en France ont reconstitué les Tajmaat, l'assemblée villageoise coutumière qui est l'unité politique traditionnelle des villages kabyles. Le dépouillement du Journal Officiel montre que ces associations villageoises sont essentiellement localisées en région parisienne (quarante-huit des soixante-et-une associations déclarées depuis 1996). Leurs membres choisissent un leader (Amin) sur la base de sa réputation et de sa

respectabilité. Ces Amins sont assistés par les « Tamen » qui représentent les principales familles élargies. La participation à l'organisation villageoise en France est en principe obligatoire et non volontaire. Les membres le sont *de facto* en raison de leur ascendance villageoise. Les contributions versées par les membres ne sont pas des cotisations périodiques, mais une taxe communautaire. Si un membre ne paye pas, il sera rappelé à l'ordre par l'Amin. La pression communautaire et les impératifs d'honneur et de réputation encadrent la mise en œuvre des devoirs collectifs. En dernier recours, les refus répétés de répondre à ces obligations sont sanctionnés par le bannissement, c'est-à-dire l'exclusion de tout événement communautaire : mariages, fêtes, repas, etc. Ces devoirs correspondent à ce que l'on appelle le Tiwizi, soit un ensemble de droits et de devoirs associés au statut de villageois. Cela implique une aide apportée aux membres du groupe lors des grands événements qui marquent leur vie (naissance, mariage, décès, etc.). Ainsi, la principale fonction des Tajmaat est de maintenir une caisse commune qui permet de couvrir les frais de rapatriement en cas de décès. Traditionnellement, le Tiwizi requiert la participation aux tâches collectives du village : culture des terres collectives et maintien de l'équipement public (mosquée, système d'irrigation, etc.). Les émigrés continuent de participer aux travaux collectifs par l'envoi groupé d'argent. Ces organisations villageoises de migrants assurent donc la continuité du rôle de villageois.

Parmi les Chleuhs du sud marocain, les structures communautaires n'ont jamais atteint le même niveau d'organisation. Ils ne maintiennent pas de caisse commune ni ne reproduisent la Tajmaat villageoise. Les villageois expatriés forment des réseaux de relations interpersonnelles plutôt qu'une organisation institutionnalisée. Ces collectifs n'en sont pas moins hiérarchisés, avec la présence de leaders dont la légitimité est liée à leur appartenance familiale. La vie communautaire de ces collectifs est tout aussi dense que celle des Kabyles émigrés. Elle est organisée autour de réunions, de rencontres festives et de célébrations religieuses. En dépit d'une absence d'institutionnalisation, ces collectifs remplissent les mêmes fonctions sociales que les Tajmaat kabyles en France. Elles facilitent l'installation des migrants et médiatisent les relations entre expatriés et communauté villageoise. Les Chleuhs, membres de collectifs villageois en France continuent à envoyer de l'argent pour remplir leur devoir de Tiwizi, notamment lorsqu'une catastrophe naturelle nécessite la réfection de l'équipement collectif du village. Par exemple, les effets de la sécheresse qui a affecté le sud marocain au cours des années 1970 ont été en partie compensés par les nouveaux puits creusés grâce au soutien des migrants. Beaucoup de ces réseaux villageois se sont dotés d'une structure associative dans les années 1990 et 2000. Les 181 associations identifiées par le dépouillement du Journal Officiel se répartissent essentiellement en région parisienne (81), en région Languedoc-Roussillon (16) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (14).

Enfin, à l'instar des Chleuhs marocains, les Indiens du Panjab constituent des réseaux lâches d'individus. La structuration du champ associatif panjabi en Grande-Bretagne est extrêmement complexe. Les regroupements en fonction d'une origine géographique commune ne constituent qu'une modalité parmi d'autres d'organisation des collectifs immigrés ; les réseaux se constituent aussi selon les appartenances religieuses ou ethniques. Si la principale religion de ce groupe est le sikhisme, les migrants en provenance du Panjab peuvent aussi être musulmans ou hindous. La majorité des Sikhs du

Panjab en Grande-Bretagne sont Jats, une caste⁵ de propriétaires terriens (Singh et Tatla, 2006). Les autres groupes incluent les Ramgharias (artisans) et les Dalits (intouchables). Les lieux de cultes associés aux différentes religions et les associations de castes constituent les principales formes associatives des Indiens résidant en Angleterre. Les réseaux villageois se caractérisent par leur informalité ; ils sont structurés autour d'un leader et de sa faction. Ils peuvent cependant inclure des personnes de castes et de religions différentes, voire, en certaines occasions, des personnes originaires de villages voisins. Une analyse du *Register of Charities* britannique qui regroupe toutes les associations enregistrées au titre de « *Charity* », n'inclut que trois organisations, qui répondent aux critères d'une association villageoise, impliquées dans le développement de leur région d'origine⁶. Ce chiffre contraste avec la forte implication financière des Indiens de l'étranger dans le développement de leur pays d'origine. Les sommes transférées au Panjab pour financer des projets de développement se chiffrent en milliards de dollars (Chana, 2009). La majorité des collectifs villageois choisissent donc de conserver une structure informelle. Nous verrons que cette particularité est à mettre en relation avec la dynamique d'intégration des Panjabis en Grande-Bretagne.

Les organisations villageoises : une institution sociale migrante

Au-delà de leurs différences formelles, les organisations villageoises expatriées remplissent des fonctions identiques. Pour les primo-arrivants, le réseau de connaissances dans le pays d'accueil influe sur le choix de la destination et aide à l'installation lors des premiers mois après l'arrivée. Amis et membres de la famille facilitent l'accession à un premier logement, voire à un premier emploi. Les deux « villages », celui d'origine et son miroir en migration interviennent tout au long du parcours migratoire. À chacune de ces étapes, les migrants bénéficient d'un soutien soit financier, logistique ou simplement symbolique (en cautionnant la décision du départ par exemple). Cette assistance inscrit le migrant dans un rapport de don et contre-don, c'est-à-dire d'obligation vis-à-vis des deux communautés villageoises. Plus encore, ces deux « dons » sont à l'origine de la dualisation identitaire qui caractérise la condition des villageois expatriés. Ils sont émigrés à l'égard de ceux qui sont restés et, à ce titre, ils doivent assumer leurs devoirs communautaires (Tiwizi) et familiaux (notamment par le biais de transferts réguliers d'argent). Mais ils sont aussi membres d'une communauté immigrée sur le territoire d'accueil et participent aux événements collectifs. Au sein des organisations villageoises en migration, les acteurs s'efforcent de donner sens à cette ambivalence. Or les trajectoires d'intégration déstabilisent cette bipolarité première.

Après 1962 en Grande-Bretagne et après 1974 en France, les mesures restreignant l'immigration de travail ont accéléré les décisions de regroupement familial. Avec la venue des familles, les acteurs quittent le quartier d'installation pour trouver de meil-

5 La communauté est structurée en factions et castes.

6 Ces organisations sont *Bilga General Hospital Charitable Trust*, *Village Seham Appeal* et *Amrit Academy*. Le dépouillement du registre a été réalisé dans le cadre du projet « *Transnational Migrant Organisations* » de l'Université de Bochum, en lien avec l'Université d'Oxford (International Migration Institute). Ce dépouillement a conduit à la constitution d'un listing de 1 210 organisations indiennes.

leures conditions de logement. Ce processus a mis fin à la concentration spatiale des communautés villageoises. Dans les années 1980, la crise économique frappe durement les populations peu qualifiées. Le chômage ou au contraire, l'embourgeoisement de ceux qui parviennent à monter leur entreprise, ont altéré l'homogénéité ouvrière qui cimentait la « communauté de souffrance » (Werbner, 1990) des premiers âges de la migration. De nouvelles lignes de fractures politiques apparaissent sous l'effet de la stratification de classe. La fermeture progressive des frontières des pays d'accueil, et du marché du travail marqué par la désindustrialisation accélèrent la rupture des chaînes migratoires et la diversification socioprofessionnelle des groupes immigrés.

Tandis que, pour les migrants, les univers de référence se sont multipliés sous l'effet de l'intégration, la vie du village s'est transformée sous l'effet du changement social. Au Maroc, dans les régions de forte émigration, les villages se sont peu à peu vidés sous l'effet de la paupérisation et de l'émigration. À l'inverse, au Panjab, la politique de la « Révolution Verte » initiée au milieu des années 1960 a contribué à la modernisation de l'économie agraire. La fixation de la main-d'œuvre a entraîné l'hypertrophie des villages, certains pouvant dépasser les 10 000 habitants. Les identités villageoises se sont profondément transformées sous l'effet des mutations sociologiques, politiques et économiques.

Le mouvement de l'Histoire, fait à la fois des histoires personnelles des migrants et de l'histoire sociale du pays d'accueil et du pays d'origine, a mis fin à la raison d'être initiale des organisations villageoises expatriées. Au terme des années 1980, il ne s'agit plus seulement de maintenir un certain contrôle social en migration, mais bien de réinventer une intersubjectivité commune là où plus rien ne semble objectivement rassembler les expatriés. C'est ici que les pratiques de développement jouent un rôle central.

LE DÉVELOPPEMENT ET LA RÉINVENTION D'UNE IDENTITÉ VILLAGEOISE

Les acteurs engagés dans les projets de développement sont animés par des intentions communes. Ces projets répondent en premier lieu à des besoins personnels. Le bon fonctionnement des services de santé ou des infrastructures publiques sont autant de moyens pour renforcer les conditions de retour et pour fluidifier le passage de l'espace d'accueil à l'espace d'origine. En second lieu, les migrants expriment un désir sincère de participer à l'amélioration des conditions de vie des villageois. On observe un réel plaisir du don et la fierté d'avoir contribué à faire ce que l'État s'est montré incapable de prendre en charge. Enfin, au-delà de l'altruisme et des intérêts individuels des migrants, ces projets rénovent les relations entre migrants et non migrants. Ils confortent l'image positive des émigrés dans le village. Ils fournissent l'occasion d'explicitier les conditions de vie dans le pays d'accueil et par là de désamorcer les craintes que peut susciter l'irruption d'une certaine forme de « modernité » (souvent synonyme de corruption dans l'imaginaire des habitants) dans le village. Il y a donc toute une dimension relationnelle importante dans la conduite des projets. Toutefois, au-delà de ces intérêts partagés par tous les migrants, il faut ajouter toute une série de motivations propre à certaines catégories d'acteurs. En effet, nous avons vu ci-dessus que les groupes de villageois reconstitués en France et en Grande-Bretagne ont considérablement évolué au cours des quarante dernières années.

De collectifs d'ouvriers peu qualifiés et essentiellement masculins, ils sont devenus socialement et démographiquement hétérogènes. Il s'agit ici de voir comment les différentes catégories d'acteurs transcendent leurs différences et réinterprètent leur origine commune. Quatre catégories d'acteurs, qui jouent un rôle particulier au sein des associations, sont à distinguer : la bourgeoisie immigrée, les retraités, les jeunes, les militants syndicaux et politiques.

Pour les leaders fortunés, leur implication procède d'une volonté d'affirmer leur statut social. Cette catégorie appartient à une bourgeoisie migrante qui inclut des entrepreneurs, des techniciens supérieurs, des professions libérales et des fonctionnaires. Ils fournissent à la fois la possibilité d'exposer leur capacité financière et de légitimer leur usage en faisant des villageois une catégorie d'acteurs dans le besoin. La construction d'un statut de « riche » se fait en miroir de celle d'un statut de « nécessiteux » (Simmel, 2005). Pour cette catégorie d'acteur, le développement transnational est une forme de philanthropie. En ce sens, l'implication de la bourgeoisie migratoire dans les projets de développement transnationaux s'inscrit dans la continuité de la philanthropie indienne des XIXe et XXe siècles (Dusenbery et Tatla, 2009).

Les retraités constituent une autre catégorie qui a marqué l'évolution récente du transnationalisme villageois. L'arrivée à l'âge de la retraite des travailleurs venus en Europe dans les années 1960 et 1970 a renforcé la circulation et la communication entre les espaces de départ et d'arrivée. Nombreux sont ceux qui partagent leur vie entre les deux régions, pour des raisons personnelles ou pour maintenir leurs droits et couverture sociale. Les enquêtes menées auprès des Marocains de l'étranger par l'Institut National des Statistiques et des Études Économiques (Hamdouch *et al.*, 2000) montrent que la proportion des individus qui ne se rendent pas au Maroc diminue avec l'âge. La circulation transfrontalière atteint un pic entre soixante-cinq et soixante-neuf ans : 43 % des personnes interrogées de cette classe d'âge se sont rendues au moins deux fois au Maroc au cours de l'année (*ibid.* : 55). Leur statut leur permet de consacrer plus de temps à la vie collective des groupes. Les retraités sont très actifs dans les organisations villageoises expatriées et parfois dans les associations du village d'origine elles-mêmes. Ils se conduisent volontiers en vecteur de communication entre les deux groupes. Ils font remonter les demandes du village auprès des expatriés, vérifient la conduite des travaux sur place, peuvent éventuellement convoyer de l'argent ou transmettre des instructions. Par exemple, nous avons pu rencontrer deux leaders d'organisations villageoises dans les Midlands qui ont effectué à plusieurs reprises une tournée en Grande-Bretagne et au-delà, aux États-Unis et au Canada, afin de collecter de l'argent auprès des familles émigrées. La capacité de circuler, combinée avec la légitimité que leur apporte leur âge sont les deux principales ressources sur lesquelles les retraités s'appuient dans la conduite des projets de développement.

La place croissante des jeunes (ainsi que celle des activistes politiques) dans les activités communautaires a entraîné une mutation des structures organisationnelles des collectifs villageois. Leur implication s'est accompagnée de nouveaux modes de leadership qui valorisent la compétence acquise sur la réputation héritée. Toutefois, leur motif d'implication diffère radicalement des autres catégories d'acteur. La plupart de ces jeunes sont nés dans le pays d'origine et sont arrivés à un jeune âge dans le pays d'accueil

(les « secondes générations » sont quasiment absentes des initiatives de développement comme des organisations villageoises). L'implication de ces jeunes adultes, étudiants ou entrants dans la vie active, est liée à leur trajectoire de vie et le retour n'est pas une option qu'ils envisagent. Contrairement aux autres catégories d'acteurs, leur transnationalisme ne résulte pas d'un parcours migratoire. Dans ces conditions, les pratiques de développement sont pour eux un moyen de garder et de s'approprier une histoire familiale qu'ils pourront par la suite transmettre à leurs enfants.

Le dernier groupe d'acteur est celui des activistes syndicaux et politiques. Leur engagement transnational s'inscrit dans un contexte de transformation du militantisme ouvrier. En France, ce crépuscule du militantisme est marqué par l'échec des grandes grèves des mines et de l'automobile et le démantèlement de l'emploi industriel. En Grande-Bretagne, la grande organisation ouvrière panjabis, l'*Indian Workers Association*, subit la désaffection de ces membres au moment du conflit qui éclatent entre l'Inde et les indépendantistes Panjabis du mouvement Khalistani (Singh et Tatla, 2006). En parallèle, dans les pays d'origine, les années 1990 sont celles d'un apaisement des conflits politiques. Le processus de démocratisation au Maroc et la fin du conflit du Panjab en Inde ouvrent aux militants expatriés la possibilité de renouer leur relation avec le pays d'origine. Le développement est pour ces acteurs un moyen de réinventer leur engagement (Lacroix, 2009). Ces militants utilisent, leur savoir-faire en termes de mobilisation collective, leurs relations avec les autorités publiques dans les pays d'accueil et d'origine, leur capacité à monter des demandes de financement et à naviguer dans les sphères politico-administratives locales. Jusque dans les années 1980, leur engagement politique et leur rôle au sein des collectifs villageois appartenaient à deux sphères distinctes de leur vie sociale. Or, on observe une mise en relation progressive de ces sphères de vie. Par exemple, la plateforme associative marocaine IDD (Immigration Développement Démocratie) rassemble à la fois des organisations de la gauche ouvrière et des organisations villageoises. La charte de ce réseau associatif stipule explicitement que les projets de développement sont des moyens pour stimuler une dynamique de démocratie locale au Maroc. Le développement devient donc, pour ces militants, la continuation d'un engagement politique par d'autres moyens et sur d'autres terrains.

Cet aperçu de l'éventail de motivations qui caractérise les différentes catégories d'acteurs du développement montre que ces pratiques transnationales ne sont pas simplement une façon de réactiver le mythe d'une origine commune. Les acteurs agissent et parlent de leur engagement de façon différente selon leur classe d'âge et leur classe sociale, mais cet engagement permet à chacun de tisser le lien entre ce passé de villageois et ce qu'ils sont devenus dans la société d'accueil.

L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES ORGANISATIONS VILLAGEOISES

La structure des organisations villageoises a été profondément marquée par le besoin de trouver des ressources financières et techniques qui dépassent largement celles mobilisées par les initiatives traditionnelles. Elles ont conduit leurs membres à refonder les principes de fonctionnement des organisations villageoises. Deux aspects s'en trouvent

fortement affecté : les modes d'organisation interne d'une part, les modes de leadership d'autre part. La nécessité d'ouvrir le champ géographique des organisations à des populations dispersées parfois sur plusieurs pays les a conduits à utiliser les nouvelles technologies de la communication. Les rencontres hebdomadaires sont remplacées par des assemblées générales annuelles. De même, nous avons vu que des leaders à la retraite font du porte-à-porte lors des collectes, parfois sur plusieurs pays. D'autres ont instauré une structure fédérative avec une antenne dans chaque ville principale d'implantation de la communauté expatriée. L'ouverture d'un compte en banque facilite les transferts d'argent des membres. La tenue de compte permet de clarifier la gestion des sommes rassemblées. Cette évolution se traduit également par un changement dans les modes de prise de décision. Par exemple, les organisations villageoises kabyles rencontrées prennent les décisions par bulletin secret, ce qui permet de contourner les contraintes de pression collective induites par la procédure à main levée. Enfin, certaines se sont dotées d'une couverture légale (association loi 1901 en France, *Charity* en Grande-Bretagne). On assiste là à une transformation de la socialité migrante tandis que la parole et l'honneur ne suffisent plus à garantir les relations et la gestion financière de l'organisation. Dans ce contexte, les compétences traditionnelles des leaders migrants, fondées sur la réputation et l'ascendance familiale, ne suffisent plus à légitimer leur position. De nouveaux profils de leaders émergent : soit des jeunes plus à même de maîtriser les nouvelles techniques de gestion, soit d'anciens activistes syndicaux ou politiques qui convertissent leur savoir-faire dans les pratiques transnationales de développement. Toutefois, plutôt que de parler de rupture, il convient de parler d'adaptation des anciens modes d'organisation. Les formes de légitimation traditionnelle n'ont pas disparu. Ces nouveaux leaderships n'ont généralement pas renversé les hiérarchies familiales. Par ailleurs, les motifs de mobilisation traditionnels, comme remplir ses obligations, sont liés au Tiwizi chez les Berbères ou au Seva (forme de don désintéressé dans les religions sikhe et hindoue) chez les Panjabis. Cette transformation des organisations villageoises mêle des arguments individualistes et communautaires, coutumiers et modernes. Elle tisse pour ses membres une continuité historique, mais aussi identitaire.

PRATIQUES TRANSNATIONALES ET ACCÈS AUX RESSOURCES

Si la transformation du profil sociologique des groupes immigrés et la mutation conjointe des structures collectives expliquent l'émergence des pratiques de développement, ces processus demeurent insuffisants pour comprendre la différence d'engagement observée entre les trois populations. Cette différence dépend avant tout de leur accès aux ressources qui permettent la mise en œuvre de projets. C'est à ce niveau que l'intégration joue un rôle déterminant.

Le profil socioéconomique des Panjabis en Grande-Bretagne témoigne de leur passé de main-d'œuvre industrielle des années d'après-guerre. Une large proportion de la population sikhe occupe des emplois peu qualifiés dans l'industrie manufacturière, l'hôtellerie, la restauration, le transport ou la distribution (72 % des hommes, 55 % des femmes en 2003) (Singh et Tatla, 2006). Toutefois, ce groupe compte également une classe importante d'entrepreneurs, ingénieurs et professions libérales. L'arrivée sur le marché du travail d'une génération scolarisée en Grande-Bretagne, mais aussi l'arrivée de travailleurs

panjabis plus qualifiés ont contribué à étoffer cette bourgeoisie migrante. L'engagement transnational des collectifs villageois accompagne cette stratification sociale de la population immigrée. Les actions philanthropiques des expatriés s'inscrivent dans une longue histoire de la philanthropie en Inde (Dusenbery et Tatla, 2009). Cette particularité explique la relative informalité des collectifs villageois panjabis. Le mode de financement privilégié reste la contribution individuelle des membres. L'organisation de soirées festives, très répandue chez les Maghrébins en France, n'est pas observée parmi les Panjabis. De plus, aucun des réseaux villageois étudiés n'a eu besoin de recourir à des financements extérieurs pour la réalisation d'hôpitaux. Leur autonomie financière les dispense du besoin d'établir des partenariats institutionnels.

La situation est tout autre pour les Nord-africains en France. Comme dans le cas indien, la catégorie des travailleurs non qualifiés inclut 70 % des Algériens et des Marocains de la première génération (Beauchemin, Hamel *et al.*, 2010). Toutefois, les catégories socioprofessionnelles supérieures restent marginales, même pour les secondes générations. En l'absence de l'émergence d'une bourgeoisie immigrée au sein des collectifs villageois, les acteurs ont été amenés à trouver des sources de financement externes. Cette stratégie a été particulièrement efficace pour les Chleuhs marocains. La constitution d'un champ d'organisations intermédiaires telles qu'IDD et « Migrations et Développement » a permis aux organisations villageoises d'accéder à des financements publics nationaux et européens. Ces organisations intermédiaires sont des plateformes associatives qui n'ont pas vocation à mettre en œuvre des projets de développement, mais à soutenir les organisations qui sont porteuses de projet, en particulier les organisations villageoises. Leurs leaders sont eux-mêmes d'anciens activistes syndicaux et politiques qui ont mobilisé leurs relations avec les structures syndicales (CFDT), grandes entreprises (EDF), organismes publics (ADEME⁷, ministère des Affaires étrangères) et surtout avec d'autres associations et ONG (Institut Panos, Coordination Sud, FORIM, CCFD⁸, ATMF⁹, etc.). Cette inscription dans le tissu associatif et administratif français a été grandement facilitée par la mise en place de la politique de co-développement en France et en Europe. À cela, il est nécessaire d'ajouter la mise en œuvre de programmes de cofinancement d'infrastructures du côté marocain, ainsi que l'effort de modernisation du pays qui a permis l'essor d'une société civile rurale dans le sud marocain. Cette conjoncture propice a permis aux associations de lever des obstacles non seulement financiers, mais aussi politiques en France et au Maroc (Lacroix, 2005).

Or, c'est cette combinaison de facteurs dont n'ont pas bénéficié les Kabyles algériens. Les relations entre les Kabyles et l'État algérien sont conflictuelles depuis l'indépendance du pays. Un mouvement berbériste s'est formé pour contester le projet d'État-nation algérien qui nie la spécificité culturelle des populations berbères. Les deux principaux partis berbéristes sont le Front des Forces Socialistes (FFS), créé au lendemain de l'indépendance en 1963, et le Rassemblement Culturel Démocratique (RCD), fondé pendant les émeutes de 1980, connues sous le nom de Printemps Berbère. La participation du RCD au gouvernement national pendant la guerre civile contre les factions islamistes au cours des années 1990 a contribué à décrédibiliser la légitimité de ces partis berbéristes.

7 Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Énergie.

8 Comité Contre la Faim et pour le Développement.

9 Association des Travailleurs Maghrébins de France.

En 2001, les émeutes qui ont éclaté en Kabylie ont autant été tournées contre la politique gouvernementale que contre l'autorité de ces partis (Collyer, 2008). Les locaux du RCD ont été mis à sac dans les principales villes de Kabylie. Afin de gérer cette crise et tout en contournant les structures partisans, la structure fédérative traditionnelle des tribus berbères a été reconstituée : le conseil des Aarch.

La perte de légitimité des partis berbéristes a eu de fortes répercussions en France. Le RCD et le FFS sont très bien implantés dans le pays (le député représentant les Algériens de France au parlement d'Alger est lui-même affilié au RCD). Or, les événements du début des années 2000 ont contribué à déstructurer les réseaux associatifs et à empêcher l'émergence d'organisations intermédiaires semblables à « Migrations et Développement » ou IDD. L'absence de soutien de l'État algérien, la méfiance à l'égard d'un mouvement associatif tourné vers la Kabylie sont les autres facteurs qui ont bloqué l'émergence d'un niveau intermédiaire d'association. La politique de co-développement de l'État algérien favorise la coopération avec le secteur privé et la construction de réseaux au sein de l'élite économique, scientifique et administrative de la diaspora. Il n'existe aucun plan de soutien des projets de développement en faveur des organisations villageoises. Dans ces conditions, les organisations villageoises restent isolées, incapables de concentrer des ressources suffisantes par elles-mêmes et dans l'impossibilité de compter sur des partenaires extérieurs. Cette situation peut sembler paradoxale dans la mesure où les Kabyles bénéficient d'un ancrage associatif et militant au moins aussi ancien que celui des Marocains. Cet exemple montre que les relations entre les migrants et les États d'origine influencent fortement la vie associative et leurs engagements transnationaux. Le transnationalisme n'est donc pas seulement lié à un processus d'intégration dans l'espace d'arrivée, mais aussi à la nature des liens politiques, économiques et sociaux maintenus avec le pays d'origine.

CONCLUSION

À travers l'exemple des migrants berbères et panjabis, nous nous sommes efforcés de mettre au jour les ressorts du transnationalisme villageois. Ces pratiques ne sont pas sous-tendues par un projet de retour, mais bien par le besoin de se positionner vis-à-vis des sociétés de départ et d'arrivée, de donner du sens à une trajectoire migratoire par-delà la complexité croissante de leur inscription sociale. Les projets de développement s'interposent entre les villageois expatriés et ce qu'il est advenu de leur identité de villageois au terme d'un processus d'intégration dans une nouvelle société. Mais de quelle intégration parle-t-on ? Dans son acception commune, l'intégration se comprend comme un processus d'inscription dans une société entendue comme un système de sphères sociales, politiques et économiques. Or, les sociétés apparaissent aujourd'hui comme des systèmes ouverts dans lesquels les individus sont enchâssés dans une pluralité de processus de socialisation et de régimes d'appartenance. L'intégration débouche non sur une substitution identitaire (comme le supposent les tenants de l'assimilationisme), mais sur une multi-polarisation des rôles sociaux ; multi-polarisation à laquelle les acteurs s'efforcent de répondre par leurs pratiques transnationales. Notre analyse des pratiques transnationales des organisations villageoises appelle une relecture du concept d'intégration. La conception classique de l'intégration, entendue comme un face-à-face entre les migrants et la seule société

d'accueil, ne suffit plus à rendre compte des processus en jeu. Les travaux sur l'acteur pluriel, comme ceux de Lahire (1998), de Kauffman (2001) ou de Corcuff (1999), ouvrent une piste permettant de penser la relation entre intégration et multi-appartenance. Dans cette perspective, l'individu est « appréhendé comme des *grappes identitaires* composées portées par des cadres de socialisation contrastés » (Corcuff, 1999 : 167). L'intégration se présente dès lors, du point de vue de l'acteur, comme un effort pour concilier la coprésence de ces différents rôles sociaux : être parent d'enfants nés en France et fils de famille berbère, être ouvrier syndiqué et propriétaire terrien, etc. Elle est génératrice de dilemmes que les migrants doivent résoudre par la construction d'un récit de soi, du parcours effectué et de leur avenir. Dès lors, l'intégration n'est plus seulement un processus d'inscription au sein d'un ensemble sociétal, mais également une trajectoire qui place l'acteur face à lui-même.

C'est dans ce contexte que se pose la question du transnationalisme. Dans nos travaux, il est apparu comme un processus qui évolue avec les parcours d'intégration. En ce sens, le transnationalisme se présente comme une réponse aux dilemmes posés par une insertion multi-située. Cette acception nous éloigne des approches classiques du transnationalisme, basées sur la construction de lien à distance et sur la mobilité. Elle nous invite à placer l'intégration (ou plutôt les intégrations) au cœur de la définition de ce phénomène. C'est donc sur la nécessité d'une redéfinition conjointe que se conclut cette réflexion sur les interactions entre pratiques transnationales et intégration, une redéfinition qui trouve son liant dans l'homme pluriel.

.....

Références bibliographiques

- BEAUCHEMIN Cris, HAMEL Christelle *et al.* (2010) Trajectoires et Origines. Enquête sur la diversité des populations en France, *Documents de Travail*, 168, Paris, INED, 154 p.
- CHANA Satnam (2009) NRI Investment in social development projects. Findings from two sample surveys in Doaba, Punjab, in Verne A. Dusenbery and Darshan S. Tatla, New Delhi, Oxford University Press, pp. 107-119.
- COLLYER Michael (2008) The reinvention of political community in a transnational setting: framing the Kabyle citizens' movement, *Ethnic and Racial Studies*, 31 (4), pp. 687-707.
- DAUM Christophe (1998) *Les associations de Maliens en France. Migrations, développement et citoyenneté*, Paris, Karthala, 253 p.
- DUSENBERY Verne A., TATLA Darshan Singh. (2009) *Sikh diaspora philanthropy in Punjab: global giving for local good*, Oxford, Oxford University Press, 312 p.
- CORCUFF Philippe (1999) Acteur pluriel contre habitus ? À propos d'un nouveau champ de recherches et de la possibilité du débat en science sociales, *Politix*, 12, pp. 157-173.
- GOLDRING Luyn (2002) The Mexican state and transmigrant organizations: Negotiating the boundaries of membership and participation, *Latin American Research Review*, 37, pp. 55-99.
- HAMDOUCH Bachir, BERRADA Abdallah, LAHLOU Mehdi, EL MANAR LAALAMI Mohamed et MAHMOUDI Mohamed (2000) *Les Marocains résidant à l'étranger. Une enquête socio-économique*, Rabat, INSEA, 247 p.
- KAUFMANN Jean-Claude (2001) *Ego. Pour une sociologie de l'individu. Une autre vision de l'homme et de la construction du sujet*, Paris, Nathan, 288 p.
- KING Russell and NICOLA Mai (2009) Italophilia meets Albanophobia: paradoxes of asymmetric assimilation and identity processes among Albanian immigrants in Italy, *Ethnic and Racial Studies*, 32 (1), pp. 117-138.
- LACROIX Thomas (2009) Le développement au carrefour des exils marocains, in Christophe Jaffrelot et Christian Lequesne, *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris, Presses de Sciences-po, L'Express, pp. 253-259.
- LACROIX Thomas (2005) *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politique du territorial*, Paris, Presses de Sciences Po, 257 p.
- LAHIRE Bernard (1998) *L'homme pluriel : les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 271 p.
- LEVITT Peggy and GLICK SCHILLER Nina (2004) Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society, *International Migration Review*, 38 (3), pp. 1002-1039.
- MAZZUCATO Valentina (2008) The double engagement: transnationalism and integration. Ghanaian migrants' lives between Ghana and the Netherlands, *Journal of ethnic and migration studies*, 34 (2), pp. 199-216.
- PORTES Alejandro, ESCOBAR Cristina *et al.* (2009) Divided or Convergent Loyalties?: The Political Incorporation Process of Latin American Immigrants in the United States, *International Journal of Comparative Sociology*, 50 (2), pp. 103-136.
- PORTES Alejandro, GUARNIZO Luis Eduardo *et al.* (2002) Transnational entrepreneurs: an alternative form of immigrant economic adaptation, *American sociological review*, 67 (2), pp. 278-299.
- QUIMINAL Catherine (1991) *Gens d'ici, gens d'ailleurs*, Paris, Christian Bourgeois, 222 p.
- SCHANS Djamil (2009) Transnational family ties in the Netherlands, *Ethnic and Racial studies*, 32 (7), pp. 1164-1182.
- SIMMEL Georg (2005) *Les pauvres*, Paris, PUF, 102 p.
- SINGH Gurhpal and TATLA Darshan Singh (2006) *Sikhs in Britain. The Making of a community*, London, Zed books, 274 p.
- SNEL Erik, Godfried ENGBERSEN *et al.* (2006) Transnational involvement and social integration, *Global Networks*, 6 (3), pp. 285-308.
- WERBNER Pnina (1990) *The migration process: capital, gifts and offerings among British Pakistanis*, New York; Oxford, Berg xii, 391 p.

Transnationalisme villageois et développement : Kabyles algériens, Chleuhs marocains en France et Panjabis indiens en Grande-Bretagne

Thomas Lacroix

Cet article analyse les relations entre intégration et pratiques transnationales des migrants. Il s'appuie sur une étude des pratiques de développement mise en œuvre par les organisations villageoises expatriées de trois groupes immigrés : les Kabyles algériens et Chleuhs marocains en France, ainsi que les Panjabis indiens en Grande-Bretagne. Il apparaît que les participants à ces projets utilisent leur implication au sein des associations communautaires pour redonner un sens à leur identité de villageois expatriés. Toutefois, l'effectivité de cet engagement dépend de leur capacité à trouver les ressources financières et techniques et donc de leur intégration économique, sociale et politique dans les sociétés d'accueil et de départ.

Hometown Transnationalism and Development: Algerian Kabyles and Moroccan Chleuhs in France, Indian Punjabis in the United Kingdom

Thomas Lacroix

This paper analyses the relations between the transnational practices of migrants and their integration. This work draws on a study of development projects carried out in origin villages by North African Berber hometown organisations in France (Algerian Kabyles and Moroccan Chleuhs) and North Indian Panjabis in the UK. The migrants committed to development projects use their involvement in expatriated hometown organisations to give meaning to their migration and their identity of expatriated villagers. However, the efficacy of their commitment hinges upon their ability to find financial and technical resources and thereby upon their social, economic and political integration in host and sending societies.

Transnacionalismo de migrantes de origen rural y desarrollo: Cabilios argelinos, Chleuhs marroquíes en Francia y Panjabis indios en Gran Bretaña

Thomas Lacroix

El presente artículo analiza las relaciones entre integración y prácticas transnacionales de personas migrantes. El artículo se basa en un estudio de las prácticas de desarrollo establecidas por las organizaciones de comunidades rurales expatriadas de tres grupos inmigrantes: los Cabilios argelinos y los Chleuhs marroquíes en Francia así como los Panjabis indios en Gran Bretaña. Es constatable que los participantes en estos proyectos utilizan su implicación en el seno de asociaciones comunitarias para dar sentido a su identidad ligada a su lugar de origen. En cualquier caso, la efectividad de tal compromiso depende de su capacidad para encontrar los recursos financieros y técnicos y, en suma, a su capacidad de integración social económica y política en las sociedades de acogida y de origen.